

## Entre 1990 et 2007, la croissance du produit intérieur brut régional reste modeste

*En 2007, le produit intérieur brut de la région Centre s'élève à 66,3 milliards d'euros. Hors inflation, il enregistre une croissance de 2 % en un an. De 1990 à 2007, la richesse produite dans la région augmente moins vite qu'en province et en France. La moindre performance de l'économie régionale est liée à sa structure d'activité plus industrielle et moins tertiaire. Sur cette période, le produit intérieur brut par habitant progresse très faiblement malgré un taux d'emploi en amélioration et plus élevé qu'en province.*

Emmanuel Agbovon

Le produit intérieur brut (PIB) de la région Centre atteint 66,3 milliards d'euros en 2007, soit 3,5 % du PIB national évalué à 1 892,2 milliards d'euros. Cette contribution est légèrement plus faible que le poids démographique régional évalué à 4 % de la population française. Elle place la région Centre à la 9<sup>e</sup> position des régions françaises ; aux deux premiers rangs sont installées respectivement Île-de-France (28,2 %) et Rhône-Alpes (9,7 %).

### Une contribution régionale en baisse régulière

La croissance du PIB reste modeste en région Centre, y compris sur la période récente. Hors inflation, la croissance annuelle atteint 2,0 % en 2007, après 1,6 % en 2006, alors qu'elle se stabilise à 2,2 % au niveau national.

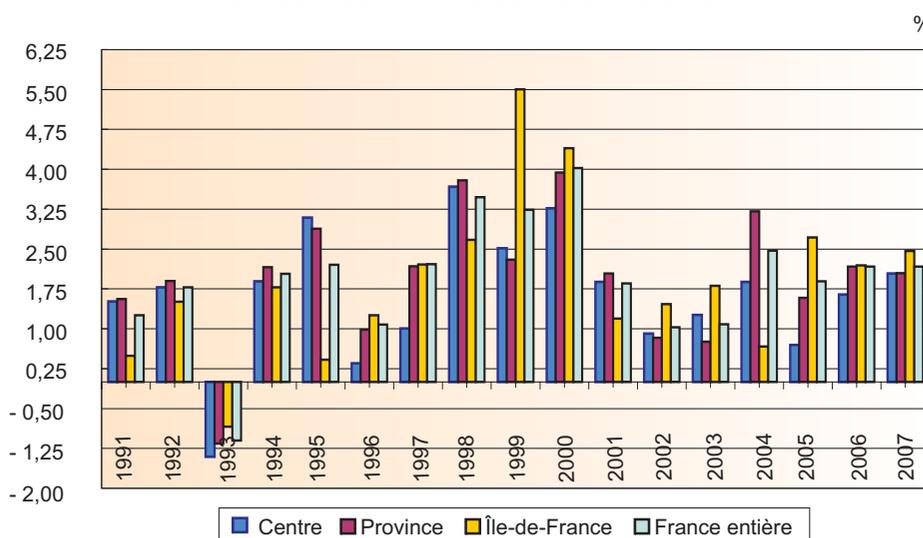
En fait l'économie de la région Centre est

assez tributaire des aléas de conjoncture. Les récessions y sont nettement plus marquées, alors que les reprises économiques sont généralement plus faibles.

C'est ce qui explique que, depuis 1990, le déficit de croissance dans la région par rapport au niveau national soit plus régulier et n'ait été démenti que six fois, notamment en 1991, 1995, 1998 et 2003.

En conséquence, la contribution régionale au PIB national régresse, passant de 3,7 % en 1990 à 3,5 % en 2007.

Croissance annuelle du PIB en volume

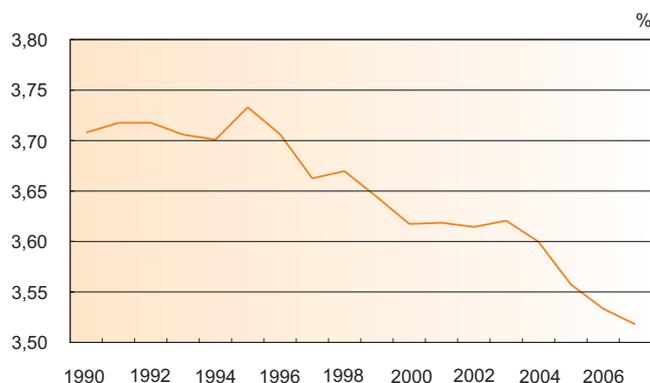


Source : Insee, Comptes régionaux en base 2000

%. Ce déficit de croissance est aussi constaté vis-à-vis de plus de la moitié des régions françaises.

Deux périodes se dégagent dans cette évolution, avec 2000 comme année charnière. L'évolution du PIB en France reste en moyenne plus forte avant le ralentissement économique de 2000. Toujours plus faible en région Centre, la croissance s'élève à 19 % entre 1990 et 2000, soit 1,8 % en moyenne chaque année contre 2 % en France. La contribution régionale est alors ramenée à 3,6 % de la richesse nationale produite. Les sept années suivantes enre-

## Contribution de la région Centre au PIB national



Source : Insee, Comptes régionaux en base 2000

gissent une croissance encore moindre, de 1,5 % chaque année, contre une moyenne de 1,8 % pour la province et la France, conduisant de nouveau à la réduction de la part régionale.

### Les secteurs d'activité dominants à faible croissance

Les cinq secteurs d'activité dégageant les plus fortes valeurs ajoutées en région Centre, en dehors des services administrés, sont les activités immobilières et financières, les services aux entreprises, le commerce, la construction et les industries de biens intermédiaires. Dans leur ensemble, ils constituent 53,8 % de la valeur ajoutée régionale en 2007, contre 57 % à l'échelon national. Par ailleurs sur la période 1990-2007, la richesse produite par l'ensemble de ces cinq secteurs s'est accrue de 82,7 % dans la région, soit 10 points de moins qu'au niveau national et en province.

### Des effets structurels pénalisants pour la région

Au total sur la période 1990-2007, le produit intérieur brut des régions françaises, hors inflation, a augmenté dans une fourchette allant de 22 % (Lorraine) à 55 % (Pays de la Loire), soit 38 % de moyenne nationale. En région Centre, la croissance reste plutôt modeste, et s'établit à 31,9 %. Les plus fortes augmentations sont enregistrées à l'ouest et au sud de la France, dans un « croissant » de régions s'étirant de la Bretagne à Rhône-Alpes, en passant par Midi-Pyrénées, suivant en cela les progressions démographiques de ces régions.

La faible croissance régionale trouve, entre autres, son explication à la fois dans des facteurs sectoriels et de localisation géogra-

phique. Le modèle d'analyse structurelle-géographique, utilisé dans le présent document, permet de mettre en évidence l'impact de ces facteurs. Selon ce modèle, c'est la structure productive des régions qui explique davantage les écarts de croissance des PIB plutôt que la localisation géographique. Or les effets structurels

sont négatifs dans plus de quatre régions sur cinq. Ainsi sur les vingt-trois régions, seules trois affichent des effets structurels positifs : Rhône-Alpes, Île-de-France et Alsace.

Il ressort par ailleurs de cette analyse que les secteurs de l'agriculture, des industries agro-alimentaires, de la construction, des services aux particuliers et des services non marchands sont à l'origine d'effets négatifs sur la croissance du PIB. Les régions spécialisées dans ces secteurs d'activité auront donc structurellement une croissance économique inférieure à la moyenne nationale pour la période allant de 1990 à 2007. C'est notamment le cas de la région Centre

où ces secteurs contribuent plus fortement à la production de richesse qu'en moyenne nationale. En 2007, ils y ont généré 39,3 % de la valeur ajoutée, alors qu'ils n'en dégagent que 37,4 % au plan national. De surcroît, leur croissance globale est encore plus faible dans le Centre qu'en province et en France.

### Une filière agricole régionale au 9<sup>e</sup> rang national

L'économie de la région Centre reste marquée par une agriculture développée et plus génératrice de valeur ajoutée qu'au plan national.

En 2007, l'agriculture a dégagé 2 064 millions d'euros, situant la région Centre à la 7<sup>e</sup> place des régions françaises à forte valeur ajoutée agricole.

Entre 1990 et 2007, la valeur ajoutée agricole se stabilise dans le Centre, alors qu'elle progresse en France. En outre, sur cette période, la part de l'agriculture dans la valeur ajoutée s'est progressivement affaiblie pour s'établir à 3,5 % de la valeur ajoutée régionale, après 5,9 % en 1990. La baisse s'est généralisée à toutes les régions et la part de l'agriculture régresse de 3,8 % à 2,2 % au plan national.

## Évolution du PIB en volume entre 1990 et 2007



Source : Insee, Comptes nationaux 1990-2007

## Valeur ajoutée par secteur à prix courants

%

Secteur	Centre				Province			
	1990	2000	2007	Variation annuelle (a)	1990	2000	2007	Variation annuelle (a)
Agriculture, sylviculture, pêche	5,9	4,4	3,5	0,0	5,2	3,9	3,0	0,4
Industries agricoles et alimentaires	2,6	2,0	1,9	1,3	3,0	2,5	2,1	1,7
Industrie des biens de consommation	5,0	4,9	3,8	1,6	3,1	2,6	1,9	0,7
Industrie automobile	1,3	1,1	0,5	-2,8	1,2	1,2	0,7	0,2
Industries des biens d'équipement	4,8	4,1	3,6	1,4	4,0	3,7	3,2	2,3
Industries des biens intermédiaires	8,4	7,7	6,2	1,4	8,6	7,7	6,1	1,7
Énergie	3,0	2,5	2,5	2,2	2,2	2,1	2,0	2,9
<b>Total industrie</b>	<b>25,1</b>	<b>22,3</b>	<b>18,5</b>	<b>1,4</b>	<b>22,0</b>	<b>19,9</b>	<b>16,0</b>	<b>1,7</b>
Construction	6,7	6,0	7,4	3,8	6,8	5,8	7,5	4,3
Commerce	10,5	10,0	9,6	2,6	11,3	10,7	10,2	3,1
Transports	3,9	3,9	3,9	3,3	4,2	4,1	4,3	3,8
Activités financières et immobilières	14,0	14,9	16,5	4,2	14,8	16,0	17,6	4,7
Services aux entreprises	10,6	12,6	14,1	4,9	11,1	12,3	13,6	4,9
Services aux particuliers	3,5	3,9	3,9	3,8	3,8	4,4	4,5	4,7
<b>Ensemble services marchands</b>	<b>42,5</b>	<b>45,4</b>	<b>48,0</b>	<b>3,9</b>	<b>45,1</b>	<b>47,6</b>	<b>50,2</b>	<b>4,3</b>
Éducation, santé, administration	19,8	21,9	22,6	4,0	20,9	22,8	23,4	4,4
<b>Total services</b>	<b>62,3</b>	<b>67,3</b>	<b>70,6</b>	<b>3,9</b>	<b>66,0</b>	<b>70,4</b>	<b>73,5</b>	<b>4,3</b>
<b>Total valeur ajoutée (millions d'euros)</b>	<b>34 878</b>	<b>46 690</b>	<b>59 404</b>	<b>3,2</b>	<b>643 671</b>	<b>901 882</b>	<b>1 187 450</b>	<b>3,7</b>

(a) taux de variation annuel moyen de la valeur ajoutée de chaque secteur entre 1990 et 2007  
Source : Insee, Comptes régionaux

Dans l'ensemble, l'agriculture et les industries agro-alimentaires, faiblement productrices de valeur ajoutée, restent en 2007 plus importantes dans le Centre (5,4 %) qu'au niveau national (3,9 %). Encore une fois, la valeur ajoutée dégagée par cette « filière » agricole a crû deux fois moins vite dans la région (7,3 %) qu'au plan national et en province entre 1990 et 2007.

Ce constat vaut également pour les services aux particuliers, par contre moins présents en région Centre, et dont la valeur ajoutée globale augmente aussi moins vite qu'en France.

### L'industrie recule au profit du tertiaire marchand

L'industrie génère une valeur ajoutée importante dans la région, représentant 18,5 % de la richesse régionale, soit près de 5 points de plus que la moyenne nationale. Cette spécialisation découle des infrastructures économiques et de la localisation géographique du Centre, entre l'Île-de-France et la plupart des régions du sud. Le Centre offre ainsi de nombreux atouts attractifs pour les implantations industrielles. Depuis 1990, sa valeur ajoutée industrielle augmente au même rythme annuel (1,4 %) qu'au niveau national, mais toutefois moins vite que celle des autres secteurs de l'économie. En conséquence, elle est en recul de 7 points par rapport à l'année 1990 où elle pesait encore le quart de la valeur ajoutée régionale, contre 20 % au niveau national.

Tout en conservant une industrie forte, l'économie de la région Centre s'oriente vers une tertiarisation progressive : aujourd'hui la région tire près de la moitié de sa ri-

chesse du tertiaire marchand qui a crû de près de 6 points.

### Les services aux entreprises en plein essor

À l'opposé, toujours selon le modèle d'analyse, cinq secteurs ont induit des effets positifs sur l'évolution de la richesse régionale. Il s'agit de l'industrie des biens d'équipement, de l'énergie, des transports, des activités immobilières et financières, et des services aux entreprises. En conséquence, les régions spécialisées dans ces secteurs d'activité présentent structurellement les atouts pour une croissance plus forte que la moyenne nationale. Dans leur ensemble, ces secteurs pèsent moins dans la valeur ajoutée de la région Centre (40,6 %) qu'au niveau national (45,0 %). Par ailleurs, la progression globale de leur valeur ajoutée reste inférieure de 11 points

à celle enregistrée à l'échelon national entre 1990-2007.

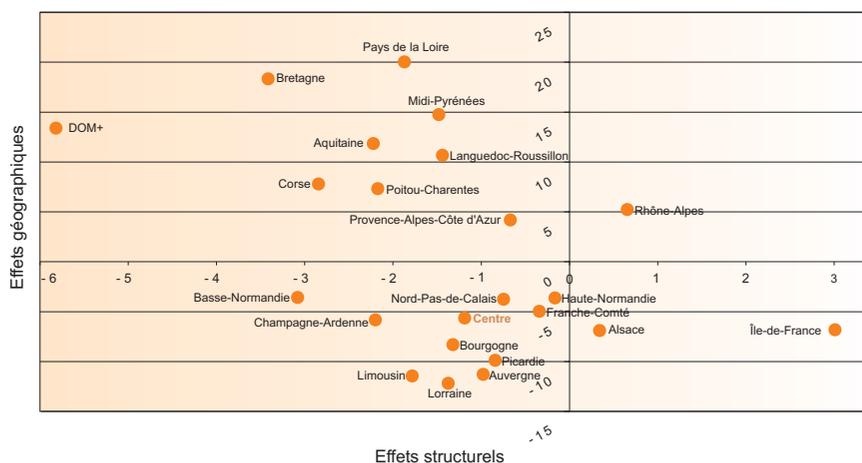
Ce résultat global comporte quelques particularismes sectoriels. La part des biens d'équipement (3,6 %) est plus importante dans la région qu'en province et en France. Toutefois la croissance de sa valeur ajoutée est plus modeste, pénalisant ainsi la croissance globale du PIB.

En revanche, le secteur des activités immobilières et financières est relativement peu dé-

veloppé dans le Centre. En particulier pour l'année 2007, ce secteur, qui fournit le tiers de la contribution des services marchands, représente 16,5 % de la valeur ajoutée régionale, contre 19,2 % au niveau national et 17,6 % pour la moyenne des régions de province. Là aussi, la croissance en 17 ans reste plus faible dans la région qu'en France.

L'exception vient du secteur des services aux entreprises qui rattrape une partie de son retard, avec une croissance plus forte qu'au niveau national. Rien qu'en 2007, ce secteur comptabilise près de 700 millions d'euros de mieux en une année, sur un total de 8,4 milliards d'euros de valeur ajoutée. C'est le secteur en expansion par excellence, qui affiche un gain de 3,5 points depuis 1990 pour représenter 14 % de la valeur ajoutée régionale.

### Effets structurels et géographiques sur la croissance du PIB de 1990 à 2007



Source : Insee, Comptes régionaux en base 2000

## PIB et taux d'emploi régionaux

Région	PIB par emploi (euros)			PIB par habitant (euros)			Taux d'emploi (nombre d'emplois pour 100 habitants)		
	1990	2000	2007	1990	2000	2007	1990	2000	2007
Alsace	46 684	58 175	67 886	18 188	23 630	27 148	39,0	40,6	40,0
Aquitaine	41 340	54 666	70 233	15 545	21 173	27 396	37,6	38,7	39,0
Auvergne	40 041	50 891	62 529	14 947	19 900	24 715	37,3	39,1	39,5
Basse-Normandie	37 925	50 248	61 893	14 788	19 620	24 526	39,0	39,0	39,6
Bourgogne	41 703	53 170	64 667	15 747	21 008	26 075	37,8	39,5	40,3
Bretagne	38 303	52 025	65 747	14 217	20 454	26 322	37,1	39,3	40,0
<b>Centre</b>	<b>42 466</b>	<b>53 888</b>	<b>66 320</b>	<b>16 433</b>	<b>21 259</b>	<b>26 328</b>	<b>38,7</b>	<b>39,5</b>	<b>39,7</b>
Champagne-Ardenne	42 461	57 223	69 208	16 404	22 426	27 421	38,6	39,2	39,6
Corse	41 539	51 873	65 080	13 492	17 943	24 970	32,5	34,6	38,4
Franche-Comté	41 297	52 922	63 104	15 508	21 006	24 696	37,6	39,7	39,1
Haute-Normandie	43 846	57 121	69 520	16 491	21 864	27 135	37,6	38,3	39,0
Île-de-France	57 584	77 578	96 285	27 471	37 167	45 982	47,7	47,9	47,8
Languedoc-Roussillon	41 966	54 758	67 382	13 924	18 335	23 507	33,2	33,5	34,9
Limousin	38 358	49 395	61 888	14 635	19 401	24 518	38,2	39,3	39,6
Lorraine	42 894	54 073	67 111	14 983	19 580	24 065	34,9	36,2	35,9
Midi-Pyrénées	40 281	53 228	68 292	15 440	20 745	27 419	38,3	39,0	40,1
Nord-Pas-de-Calais	42 762	53 033	65 991	13 923	18 523	23 822	32,6	34,9	36,1
Pays de la Loire	39 626	52 653	65 472	15 111	21 448	27 146	38,1	40,7	41,5
Picardie	43 632	55 142	66 586	15 079	19 399	23 603	34,6	35,2	35,4
Poitou-Charentes	39 707	51 174	64 399	14 282	19 597	25 035	36,0	38,3	38,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	46 176	60 478	74 109	16 418	21 858	28 347	35,6	36,1	38,3
Rhône-Alpes	44 940	58 699	72 894	18 132	24 094	30 043	40,3	41,0	41,2
<b>Province</b>	<b>42 314</b>	<b>54 892</b>	<b>67 982</b>	<b>15 649</b>	<b>20 998</b>	<b>26 471</b>	<b>37,0</b>	<b>38,3</b>	<b>38,9</b>
<b>Métropole</b>	<b>45 828</b>	<b>59 973</b>	<b>74 243</b>	<b>17 873</b>	<b>24 026</b>	<b>30 140</b>	<b>39,0</b>	<b>40,1</b>	<b>40,6</b>
DOM	35 358	45 470	58 327	9 834	12 853	17 069	27,8	28,3	29,3
<b>France entière</b>	<b>45 673</b>	<b>59 716</b>	<b>73 935</b>	<b>17 684</b>	<b>23 726</b>	<b>29 770</b>	<b>38,7</b>	<b>39,7</b>	<b>40,3</b>

Source : Insee, Comptes régionaux (valeurs 1990-2005 définitives, 2006 semi-définitives et 2007 provisoires)

### Un taux d'emploi plus élevé qu'en province...

L'indicateur comparable entre les régions, effaçant l'effet taille de population, est le PIB par habitant. En région Centre, il est passé de 16 400 euros en 1990 à 26 300 euros en 2007. Malgré cette augmentation nominale, le Centre rétrograde de la 5<sup>e</sup> à la 10<sup>e</sup> place dans le classement des régions de métropole.

Son avance sur la moyenne des régions de province, enregistrée en 1990 (+ 5 %), a progressivement fondu au fil du temps.

Ainsi le PIB par habitant a-t-il été multiplié par 1,6 dans le Centre, contre 1,7 dans la moyenne des régions de province et au niveau national. En conséquence depuis 2005, le PIB par habitant de la région Centre est passé en dessous de la moyenne de province, l'écart atteignant - 0,5 % en 2007.

Le niveau du PIB par habitant s'explique par le degré de mobilisation dans l'emploi de la population active résidente, c'est-à-dire le taux d'emploi, et par la productivité de l'emploi, le PIB évoluant dans le même sens que ces deux indicateurs.

En 1990, la région Centre comptait environ 920 000 emplois pour une population estimée à 2 400 000 habitants, soit 38,7 emplois pour 100 personnes. En 2007 ce taux d'emploi s'élève à 39,7 et positionne la région entre la moyenne de province (38,9) et la France entière (40,3).

### ... mais une évolution moins favorable de la productivité apparente

Dans le même temps, la productivité moyenne du travail, mesurée par le PIB par emploi, a progressé moins vite qu'au plan national. Avec 66 320 euros, le PIB par emploi de la région Centre ne représente que 90 % de l'indicateur national en 2007, soit 3 points

de moins qu'il y a 17 ans.

En 1990, un emploi dans la région dégageait un peu plus de valeur ajoutée (+ 0,4 %) qu'un emploi provincial et le Centre se plaçait à la 9<sup>e</sup> position des régions métropolitaines. Depuis lors, la situation n'a cessé de se dégrader, malgré un sursaut en 1999 et 2003, au point qu'en 2007 la région Centre a perdu trois places et se positionne au 12<sup>e</sup> rang des régions métropolitaines. ■

## Pour comprendre ces résultats

### Analyse structurelle-géographique

On se propose d'expliquer les différences de croissance du produit intérieur brut, constatées entre les régions de France, entre 1990 et 2007. La différence de croissance constatée entre les régions existe aussi entre les secteurs.

Cette différence peut s'expliquer par deux types de facteurs : la structure productive et l'effet géographique. L'analyse structurelle-géographique, basée sur la méthode économétrique d'analyse de la variance, permet d'isoler les effets structurels et géographiques et de tester leur significativité.

Les effets calculés (structurels, géographiques) s'interprètent en écart à la moyenne.

La **valeur ajoutée** est la différence entre la valeur de la production et les consommations intermédiaires. Elle est dite brute si les frais d'amortissement du capital ne sont pas déduits, nette dans le cas contraire.

Le **produit intérieur brut (PIB)** est la somme des valeurs ajoutées brutes augmentée des impôts (taxe à la valeur ajoutée, droits de douane) moins les subventions sur les produits.

Il est dit en valeur lorsque les composantes sont évaluées aux prix de l'année courante.

Il est dit en volume (ou à prix constants) si les montants ont été évalués au prix d'une année choisie comme année de base. Cette évaluation permet de corriger les montants de l'inflation.

Les PIB régionaux sont établis en conformité avec le Système européen des comptes (SEC-1995). L'estimation des valeurs ajoutées régionales repose sur l'utilisation des fichiers des comptes des entreprises intégrés dans le Système unifié de statistiques d'entreprises (SUSE), des déclarations annuelles de données sociales (DADS) et du répertoire Sirene.

Les PIB régionaux résultent de la répartition par région du PIB national, en fonction des évaluations régionales de la valeur ajoutée.

Le **PIB par habitant** est le rapport du PIB régional à la population totale régionale.

Le **PIB par emploi** est le rapport du PIB régional à l'estimation annuelle d'emplois dans la région. C'est un indicateur de productivité moyenne de l'emploi.

Le **taux d'emploi** est le rapport du nombre d'emplois de la région à la population totale régionale.

$$\text{PIB/habitant} = \text{PIB/emploi} * \text{taux d'emploi}$$

Les données de 1990 à 2005 sont définitives, celles de 2006 sont semi-définitives et celles de 2007 sont provisoires.